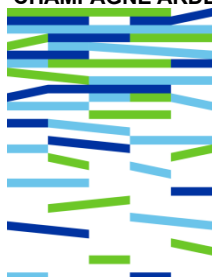


*Broyage et abattage
de la digue en rive gauche – bief de GUNY et CRECY*



Direction
territoriale
Bassin
de la Seine et Loire Aval

UTI CANAUX PICARDIE
CHAMPAGNE ARDENNE



Maître de l'ouvrage
Voies Navigables de France Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval Unité Territoriale d'Itinéraire CPCA

Objet du contrat
CANAL de l'OISE à l' AISNE Abattage et broyage en rive gauche de la digue du bief de GUNY et CRECY au MONT

Procédure adaptée passée en application des article L2123-1 ET R2123-1 du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE
--

Contrat n° SE-G25-AB-GUNY-CRECY
--

Le CCAG FCS 2021 s'applique au présent contrat.

Date du contrat
Montant TTC
Imputation

*Broyage et abattage
de la digue en rive gauche – bief de GUNY et CRECY*

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – CONTRACTANTS	3
ARTICLE 2 – OBJET DU CONTRAT	3
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 4 – RÉFÉRENTS	5
ARTICLE 5 – MODE DE PASSATION CHOISI.....	5
ARTICLE 6 – RÉMUNÉRATION.....	5
ARTICLE 7 – DÉLAIS.....	6
ARTICLE 8 – PAIEMENT	6
ARTICLE 9 – ASSURANCES	6
ARTICLE 10 - PÉNALITÉS.....	6
10-1 – Pénalités de retard.....	6
10-2 Pénalités en cas de retard de fourniture de documents.....	6
10-3 Pénalités en cas de manquement Hygiène et Sécurité.....	7
ARTICLE 11 – HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER.....	7
ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS DIVERS.....	7
ARTICLE 13 – RÉSILIATION	7

*Broyage et abattage
de la digue en rive gauche – bief de GUNY et CRECY*

ARTICLE 1 – CONTRACTANTS

Le présent contrat de « Broyage et abattage de la digue située en rive gauche, à partir du pont de Pont-Saint-Mard (RD13) jusqu'au PK 15,020 du bief de Crécy au Mont – du CANAL de L'OISE à L' AISNE » est passé entre :

- D'une part :

**Voies Navigables de France
Direction territoriale Bassin de la Seine
Unité territoriale d'Itinéraire CPCA**

**76 Rue de Talleyrand
51084 Reims cedex
Tél. 03 26 79 72 33 – mail : uti.picardiechampagne@vnf.fr**

- Et d'autre part :

Société :	
Représenté par Nom et prénom :	
Domiciliation :	
Tel :	
Fax :	
Courriel :	

après avoir :

- pris connaissance des clauses du présent contrat et des documents qui y sont mentionnés,
- produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés aux articles R2142-1 à R2142-14 du code de la commande publique fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats.

m'engage sans réserve, à produire les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R2143-5 à 2143-10 du code de la commande publique et, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations/travaux dans les conditions ci-après définies.

ARTICLE 2 – OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat concerne :

Le balisage de la zone de chantier et l'installation du chantier tous les frais d'amenée de l'ensemble du matériel adéquat et du personnel, nécessaire à l'opération de broyage et abattage de la digue en rive gauche, du canal de l'Oise à l'Aisne, à partir du pont de Pont-Saint-Mard (RD 13) jusqu'au PK 15,020 du bief de Crécy-au-Mont. Également les dépenses afférentes à l'hygiène et à la sécurité, la fourniture de matériel,

**Broyage et abattage
de la digue en rive gauche – bief de GUNY et CRECY**

d'outillage, de matière, d'énergie, tous les frais du chantier, les déplacements et remise en état des lieux à l'identique avant le début du chantier.

N° P.R.I	Désignation du Prix et Prix en toutes lettres (H.T.)	U	Q	P.U	MONTANT HT
1	<p><u>Installation et repliement de chantier :</u></p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement</p> <p>Les frais d'amenée sur le chantier et le repliement en fin de chantier de l'ensemble du matériel et du personnel nécessaire à l'exécution complète des prestations dans les délais impartis.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> * la nécessité pour l'entreprise d'entretenir les accès qu'elle emprunte pendant la durée du chantier, les déplacements et remise en place des canalisations et câbles de toute nature éventuellement rencontrés. * les dépenses afférentes à l'hygiène et à la sécurité (sanitaires, locaux, etc..) et notamment la fourniture d'un PP et l'analyse des risques ; * la fourniture de matériel, d'outillage, les consommations d'énergie, de transport, ainsi que les frais du chantier. * la mise en décharge agréée des déchets. <p>Le forfait :</p>	F	1		
2	<p><u>Abattage d'arbres :</u></p> <p>Ce prix rémunère à l'unité:</p> <p>L'abattage d'arbres d'un diamètre inférieur à 50 cm afin d'établir le passage pour les engins, dans les parties concernées du chantier. Les arbres abattus seront broyés sur place.</p> <p>L'Unité :</p>	U	20		
3	<p><u>Broyage :</u></p> <p>Ce prix rémunère au mètre linéaire</p> <p>Le broyage sur la digue en rive gauche d'une largeur de 5 mètres de végétaux de diamètre inférieur à 15 cm, laissés sur place et, de rétablir la visibilité jusqu'au pied de talus.</p> <p>Le Mètre :</p>	ML	2500		

*Broyage et abattage
de la digue en rive gauche – bief de GUNY et CRECY*

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Pièces contractuelles :

- Le présent contrat et son annexe,
- Le devis détaillé par poste élaboré par le candidat
- Le mémoire technique ;
- L'attestation d'assurances en cours de validité (article 9 du présent contrat) ;
- La fiche de visite obligatoire sous peine de déclarer l'offre irrégulière

ARTICLE 4 – RÉFÉRENTS

Coordonnées du Maître d'Œuvre compétent pour ce contrat :

Voies Navigables de France
Subdivision Exploitation
2 boulevard Val de Vesle – 51000 REIMS
Courriel : exploitation.uti.picardiechampagne@vnf.fr
Représenté par :

M COUSIN DENIS TSDD 03 23 52 18 34 – 06 27 59 80 23 denis.cousin@vnf.fr
M FRANCOIS XAVIER CEEP, 03 23 52 18 34 – 06 60 53 90 05 xavier.francois@vnf.fr

ARTICLE 5 – MODE DE PASSATION CHOISI

Le présent contrat est passé conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

ARTICLE 6 – RÉMUNÉRATION

Les prix sont **fermes et définitifs.**

Les prestations sont rémunérées sur la base du devis visé à l'art. 3 ci-dessus n°:

N° devis :
En date du :

d'un montant global de :

Montant	En chiffres	Arrêté en toutes lettres
H.T.		
TVA (.....%)		
T.T.C.		

*Broyage et abattage
de la digue en rive gauche – bief de GUNY et CRECY*

ARTICLE 7 – DÉLAIS

La durée du contrat est de 2 mois à compter : d'un ordre de service qui prescrira le démarrage des travaux. Les travaux sont à faire en 2025.

ARTICLE 8 – PAIEMENT

Le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent contrat en faisant porter le montant au crédit du compte suivant (**joindre un RIB**) :

Organisme bancaire :	
À :	
Au nom de :	
Numéro – Clé RIB :	
Code banque :	
Code guichet :	

Le paiement interviendra en une seule fois sur présentation par l'entreprise d'une facture détaillée, suite à constatation contradictoire des prestations réellement exécutées par dépôt sur la plate-forme CHORUS-PRO avec les références suivantes :

- SIRET VNF / DTBS : 130 017 791 00034
- code service exécutant : UCPA
- numéro d'EJ qui sera communiqué au titulaire lors de la passation de commande.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

« Le titulaire devra transmettre au maître d'ouvrage dans son offre, une attestation d'assurances précisant les activités couvertes et le montant des garanties. Cette attestation devra être valide pour toute la durée du marché. »

ARTICLE 10 - PÉNALITÉS

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable.

Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10 % du montant du contrat.

10-1 – Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité de **100 euros** par jour calendaire de retard sera appliquée en cas de dépassement du délai d'exécution tel que défini à l'article 7 du présent contrat.

10-2 Pénalités en cas de retard de fourniture de documents

En cas de retard lié à la fourniture de documents, le titulaire encourt une pénalité fixée à **200 euros** par constatation.

*Broyage et abattage
de la digue en rive gauche – bief de GUNY et CRECY*

10-3 Pénalités en cas de manquement Hygiène et Sécurité

En cas de manquement aux obligations liées à l'hygiène et la sécurité, le titulaire encourt une pénalité fixée à **200 euros** par constatation.

ARTICLE 11 – HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER

Mesures HS / sécurité

Le titulaire du contrat s'engage à mettre en place et à respecter toutes les mesures de sécurité nécessaires, tant pour son personnel et celui de VNF, mais également pour la sauvegarde des biens mobiliers et immobiliers de VNF.

Elle devra avant toute intervention sur site procéder à une inspection commune préalable avec VNF et participer à la rédaction d'un plan de prévention (transmission des apports de méthodologie d'intervention, analyse des risques et identification de mesures de sécurité pertinentes). Aucune intervention sur site ne pourra se faire avant approbation par VNF du plan de prévention.

ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS DIVERS

« Sans objet »

ARTICLE 13 – RÉSILIATION

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 7 du présent contrat de plus de 15 (quinze) jours, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier unilatéralement le contrat, sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnisation des travaux non exécutés.

A Reims, le Le chef de subdivision Jean-Marc BELLONE	Mention manuscrite "lu et approuvé" et signature du prestataire : À Le
--	---